

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 56 | 12-18 juillet 2021

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 267 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un [avis](#) du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

12 juillet : L'Institution de médecine légale a [décidé](#) que le prisonnier malade de 83 ans, Mehmet Emin Özkan, était apte à rester en prison.

13 juillet : Elif Çadircı, la mère d'un bébé de 13 mois, a été [arrêtée](#) pour des liens présumés avec le mouvement Gülen.

15 juillet : La Cour constitutionnelle a [rejeté](#) un recours de l'opposition visant à suspendre l'exécution d'une loi controversée sur la libération anticipée de Covid-19 qui exclut les prisonniers politiques.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#) et [Hüseyin Galip Küçüközyiğit](#), anciens travailleurs du secteur public qui ont été licenciés par décrets-lois au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui ont été signalés disparus respectivement le 6 août 2019 et 29 décembre 2020, dans ce qui semblent être les derniers cas en date d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

2 juillet : La police d'Istanbul a brièvement [détenu](#) la militante Nursel Tanrıverdi qui organisait un sit-in pour protester contre les purges massives dans le secteur public après un coup d'État en 2016.

12 juillet : Le Bureau de gouverneur de Muş a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pendant une période de 15 jours.

14 juillet : La police de Şanlıurfa a brièvement [détenu](#) Emine Şenyaşar et Ferit Şenyaşar qui organisaient un sit-in devant un palais de justice local pour protester contre l'absence présumée de poursuites efficaces dans le cas d'un membre de la famille qui a été tué par un parti au pouvoir local officiel.

14 juillet : La police d'Istanbul a brièvement [détenu](#) quatre personnes qui avaient manifesté devant le consulat grec pour exiger la libération de leurs proches emprisonnés en Grèce.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

13 juillet : Les procureurs d'Istanbul ont [inculpé](#) l'ancien député de l'opposition Berhan Şimşek pour « dégradation de l'État », pour ses propos dans une émission télévisée.

14 juillet : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès aux reportages sur les allégations impliquant l'assistant présidentiel Korkmaz Karaca.

15 juillet : La Cour européenne des droits de l'homme a [demandé](#) à la Turquie de présenter sa défense dans le cas de 81 universitaires qui ont été licenciés pour avoir signé une déclaration de paix en 2016.

15 juillet : La Turquie s'est [classée](#) deuxième après l'Inde pour le nombre de demandes de suppression qu'elle a faites de Twitter pour du contenu publié par des journalistes et des organes de presse vérifiés au second semestre 2020, selon le rapport de transparence de la société.

LIBERTÉ DE CIRCULATION

13 juillet : Les rapports de médias ont indiqué que deux étudiants de l'Université Boğaziçi qui ont été brièvement détenus lors des manifestations contre le recteur pro-gouvernement et libéré sous contrôle judiciaire sont maintenant [incapables](#) de voyager à l'étranger pour poursuivre des études de troisième cycle en raison d'une interdiction de Voyage qui leur sont imposées.

13 juillet : Les autorités turques [interdisent](#) aux écrivains et politiciens de la République turque de Chypre du Nord (KKTC), un État séparatiste reconnu uniquement par la Turquie, qui critiquent la politique d'Ankara d'entrer dans le pays.

DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

16 juillet : L'éminent défenseur des droits Ömer Faruk Gergerlioğlu a [retrouvé](#) son siège parlementaire quatre mois après avoir été déchu de son statut parlementaire sur la base d'une condamnation pour une publication sur les réseaux sociaux en 2016.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

15 juillet : Une sous-commission parlementaire a [approuvé](#) un projet de loi prolongeant les règles de l'état d'urgence pour trois ans. Le projet de loi étend les mesures d'urgence régissant le licenciement des fonctionnaires par le gouvernement et accorde des périodes supplémentaires de pré-détention aux autorités de sécurité pour les personnes placées en détention dans le cadre d'enquêtes liées au terrorisme.

MINORITÉ KURDE

13 juillet : Les gendarmes de Şanlıurfa ont brièvement [détenu](#) le cadre local du HDP Müslüm Arslan.

14 juillet : La maison de Sezer Öztürk, un employé du district HDP à Istanbul, a été [vandalisée](#) avec des insultes racistes peintes à la bombe sur les murs.

MAUVAIS TRAITEMENTS INFLIGÉS AUX CITOYENS À L'ÉTRANGER

15 juillet : Orhan İnanlı, un éducateur turco-kirghize qui a été renvoyé du Kirghizistan par l'agence de renseignement turque, a été [enlevé](#) par trois hommes kirghizes, les yeux bandés et conduit pendant plusieurs heures avant d'être embarqué dans un avion pour la Turquie, selon de nouveaux détails annoncés par son avocat. Les procureurs d'Ankara dans un acte d'accusation ont [requis](#) jusqu'à 22 ans et six mois de prison pour İnanlı sur des accusations liées au terrorisme.

AUTRES MINORITÉS

14 juillet : Mustafa Destici, le chef d'un petit parti d'extrême droite, a [suggéré](#) que la Turquie supprime les références au « grec » et à l'« arménien » sur les églises et les écoles appartenant à ces communautés dans les îles des Princes dans la mer de Marmara.

CONDITIONS DE DÉTENTION

12 juillet : Mustafa Emiroğlu, un détenu dans une prison d'Afyon, n'a été [hospitalisé](#) qu'après que son état s'est aggravé 11 jours après avoir été testé positif au Covid-19.

13 juillet : Des rapports ont révélé qu'une prison d'Izmir [refusait](#) l'hospitalisation du détenu malade Mithat Öztürk.

17 juillet : [Ertaş Sofuoğlu](#), un psychologue emprisonné pour des liens présumés avec le mouvement Gülen, a été hospitalisé après avoir reçu un diagnostic de Covid-19 le 28 juin, mais les autorités n'ont pas publié d'informations sur son état depuis.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

12 juillet : Un tribunal d'Istanbul a [arrêté](#) le réfugié iranien Zohren Momeni pour avoir prétendument dénigré le drapeau turc.

14 juillet : Selon des informations, une famille de 16 personnes fuyant la ville d'Herat occupée par les

talibans en Afghanistan est [bloquée](#) à l'aéroport d'Istanbul depuis près d'un mois et risque d'être expulsée malgré une demande de protection internationale.

16 juillet : Un groupe de Turcs qui ont demandé l'asile politique en Grèce ont été fouillés à nu et [repoussés](#) par les forces frontalières grecques.

17 juillet : Un [rapport](#) d'enquête du Parlement européen a révélé que l'agence de garde-frontières et de garde-côtes du bloc, Frontex, n'avait pas protégé les droits des personnes aux frontières de l'UE, y compris la frontière gréco-turque.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

13 juillet : Les gardiens d'une prison de Bolu ont [agressé](#) physiquement le détenu Mustafa Özgür Mulla. Les médecins de la prison ont par la suite refusé de documenter les blessures de Mulla.

14 juillet : Les gardiens d'une prison de Kahramanmaraş ont [agressé](#) physiquement des détenus qui se sont joints à une grève de la faim.